

D'une menace à l'autre, que devient France Télévisions le 31 décembre prochain ?

Liminaire FO • 19 juin 2024

Alors que les salariés de France Télévisions et Radio France viennent de se mobiliser contre le projet de fusion coûteuse et dangereuse souhaité par le gouvernement, une grave menace de privatisation pèse désormais sur le service public de l'audiovisuel.

France Télévisions, déjà touchée par la suppression de la publicité après 20h, par des restructurations à la Fabrique, par les fusions France 3/France Bleu en région, et celle des rédactions nationales de France 2 et France 3.

Marquée également par les disparitions violentes du Soir 3, puis de l'ensemble des éditions Nationales de France 3, et une suppression de la redevance, se retrouve encore une fois menacée.

L'avenir de France Télévisions se retrouve désormais suspendu aux résultats des élections législatives 2024.

Dès le lendemain des élections européennes, plusieurs candidats n'ont cessé de rappeler dans différents médias leur souhait de privatiser l'audiovisuel public.

Certains candidats ont pointé avec cynisme sur nos antennes que les salariés de France Télévisions pourraient ainsi «retrouver de bonnes conditions de travail».

Au moment où une majorité de médias est contrôlée par quelques milliardaires, et où l'audiovisuel public doit continuer à jouer son rôle de lutte contre la désinformation, l'audiovisuel public se retrouve cette fois, paralysé par un financement inconnu dès le 31 décembre prochain.

Face à cette grave menace, **FO cite un journaliste de France•3 Alpes, qui a rappelé dimanche à l'un des candidats favorables à cette privatisation, que le service public de l'audiovisuel est et doit rester le patrimoine de ceux qui n'en ont pas.**